

Économie

*Faites les bons choix avec notre chaîne
Argent & Patrimoine*

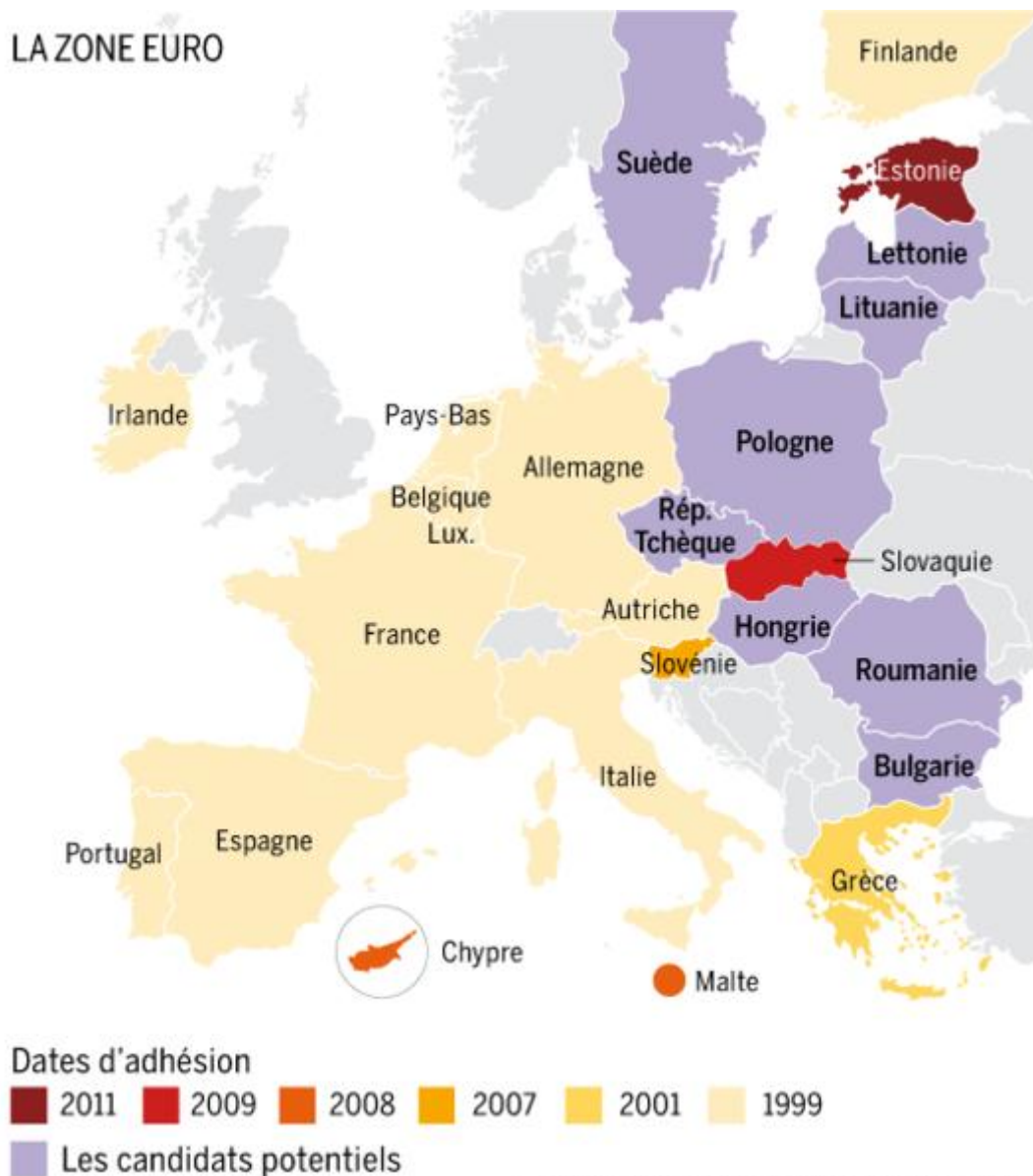


édition abonnés

Hormis la Lettonie, les candidats à l'euro ne sont pas pressés d'adhérer

LE MONDE | 18.04.2013 à 11h47

Marie de Vergès



Heureusement qu'il y a Valdis Dombrovskis ! La zone euro peut bien aller de crise en crise, le premier ministre letton reste convaincu des bienfaits de la monnaie unique. En visite officielle à Paris, vendredi 19 avril, il devait plaider une nouvelle fois pour une adhésion de son pays dès janvier 2014.

Reste à persuader les Lettons des vertus d'un tel projet. Selon les sondages, près des deux tiers y vont à reculons. *"C'est normal, depuis trois ans, toutes les discussions tournent autour de la crise, indique au Monde M. Dombrovskis. A nous de leur expliquer tous les avantages que nous en tirerons, pour nos entreprises et en termes d'investissements étrangers."*

Y aurait-il une exception lettone ? Parmi les pays officiellement candidats à la zone euro, bien rares sont les gouvernements à faire preuve d'une telle ardeur. En attendant que l'union monétaire mette sa maison en ordre, *"la plupart sont dans le*

wait & see", confirme Benjamin Carton, du Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

NE PAS RENTRER "MAL PRÉPARÉ"

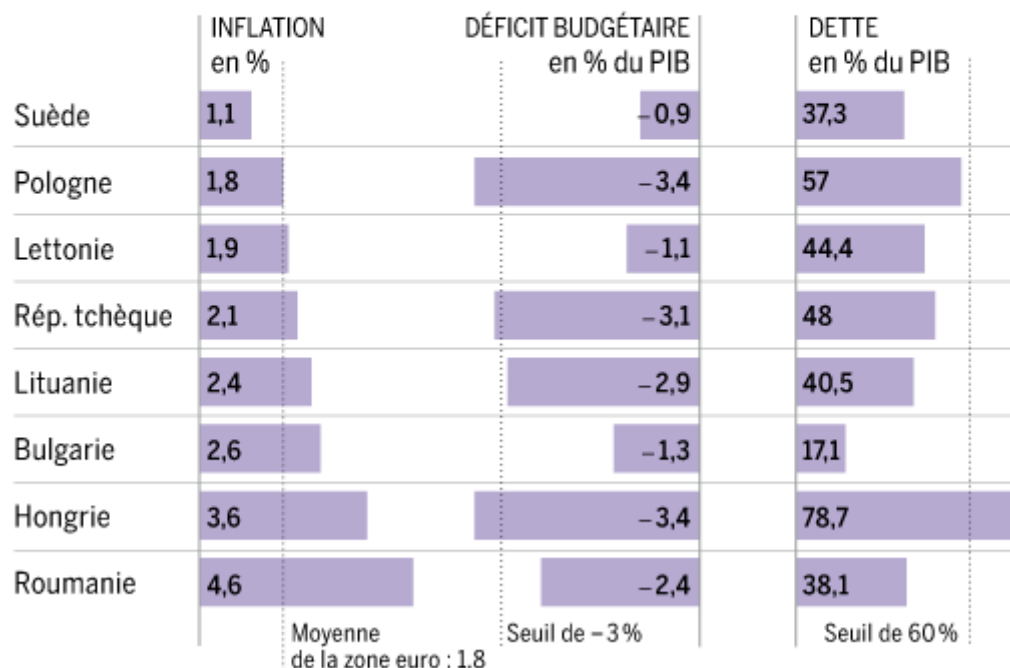
Sauf dérogation, comme pour le Royaume-Uni ou le Danemark, les Etats de l'Union européenne sont tenus d'intégrer l'eurozone dès lors qu'ils respectent les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht en 1992. A savoir des finances publiques saines, une inflation maîtrisée, un taux de change stable.

Huit pays postulants potentiels à l'euro

► LES TROIS PRINCIPAUX CRITÈRES POUR ADHÉRER À LA ZONE EURO

- Une inflation maîtrisée
- Un déficit inférieur à 3 % du PIB
- Une dette inférieure à 60 % du PIB

► LA POSITION DES PAYS SUSCEPTIBLES D'ENTRER DANS LA ZONE EURO, prévisions pour 2013



SOURCE : EUROSTAT - INFOGRAPHIE : LE MONDE

La Pologne a beau vouloir s'y conformer d'ici deux ans, elle n'entend pas adopter l'euro à court terme. Varsovie envisage de soumettre le projet à référendum, alors que la population y est majoritairement réticente. La décision a été reportée après 2015, année des prochaines élections générales. La locomotive de l'Europe centrale voit la libre évolution du zloty comme un élément-clé de sa compétitivité. Elle est le seul pays européen à être resté en croissance pendant la crise, quand la prospérité économique a semblé désertier la zone euro.

En République tchèque, le nouveau président Milos Zeman n'envisage pas d'intégrer le club avant *"cinq ans, au plus tôt"*. La Hongrie de Viktor Orban fixe aussi à 2018 l'hypothèse d'une adhésion. Quant au gouvernement roumain, il a indiqué, mercredi, renoncer à tout calendrier pour ne pas rentrer "mal préparé".

La Bulgarie n'a, elle non plus, arrêté aucun délai. Tout comme la Suède, qui n'a pas rouvert le dossier depuis qu'une adoption a été rejetée par référendum en 2003. Seule la Lituanie manifeste un peu d'intérêt et vise 2015 ou 2016.

ABANDONS DE SOUVERAINETÉ

Yves Bertoncini, secrétaire général de la fondation Notre Europe, créée par Jacques Delors, évoque le *"syndrome slovaque"* : *"Moins riches que les Grecs, les Slovaques ne voulaient pas les aider financièrement. Cela leur a coûté un gouvernement."*

L'argument a été avancé par la Bulgarie pour différer sine die son adhésion, même si Sofia remplit tous les critères. Plus pauvre que tous les membres de l'UE, le pays n' imagine pas soutenir des Etats où les salaires et les retraites sont plus élevés que chez lui.

Ces réticences des anciens pays du bloc communiste ont aussi des causes plus profondes. *"Aujourd'hui, adopter l'euro est une marche d'escalier beaucoup plus haute qu'il y a quelques années, rappelle M. Carton. Cela signifie souscrire à l'union bancaire ou au pacte budgétaire, soit de nouveaux abandons de souveraineté."*

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE RÉTICENTE À L'ÉLARGISSEMENT

Les grands pays de la zone euro se contentent plutôt de cette frilosité. *"Que les uns ne se précipitent pas pour rentrer, ça ne dérange pas les autres"*, résume un expert financier. Après trois ans de crise, l'accent est désormais mis sur la consolidation de l'union monétaire.

De son côté, la Banque centrale européenne est franchement réticente à tout nouvel élargissement. A mots couverts, elle accuse la Commission de donner trop facilement son visa. Elle souhaiterait d'ailleurs voir intégrer de nouveaux critères de sélection, sur le système bancaire, la compétitivité ou la balance des paiements.

Terrassée en 2008 par l'éclatement de la bulle immobilière, la Lettonie a pris des mesures draconiennes pour ramener dans les clous sa dette et son déficit. *"La crise ne doit pas fournir une excuse pour nous refuser le feu vert si nous le méritons"*, insiste M. Dombrovskis.